

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 02/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KLV ENVIRONNEMENT

14 route de Marimont
57260 Bourgaltroff

Références : BOURGALTROFF_KLV_2026-03-02_RAPVI_MED_LV_02497
Code AIOT : 0006207081

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2026 dans l'établissement KLV ENVIRONNEMENT implanté RTE DE MARIMONT ROUTE DEPARTEMENTALE 28 57260 Bourgaltroff. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KLV ENVIRONNEMENT
- RTE DE MARIMONT ROUTE DEPARTEMENTALE 28 57260 Bourgaltroff
- Code AIOT : 0006207081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KLV Environnement exploite une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Bourgaltroff.

Elle est autorisée par arrêté préfectoral n°2008-DDE/SAH-033 du 26 juin 2008 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Rubrique IED principale	Code de l'environnement du 05/05/2013, article R.515-84	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71 (partiel) et R.515-72	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Rapport de base	Code de l'environnement du 12/06/2024, article R. 515-59 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.5.1 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
7	Surveillance des eaux pluviales de ruissellement - Bassin de stockage	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.3.3.1 (partiel) et 3.7.3 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois
8	Dispositions constructives - Bassin de recueil eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 3.7.3 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Transmission des résultats d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.6.2.1 (partiel)	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Inventaire des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Téledéclaration des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées propose au préfet de la Moselle suite à la visite d'inspection du 6 janvier 2026 de mettre en demeure l'exploitant sous des délais maîtrisés :

- afin qu'il se positionne sur la rubrique IED principale retenue et afin qu'il remette un dossier de réexamen IED ainsi qu'un rapport de base, conformément aux articles R.515-84, R.515-71 et R. 515-59 du code de l'environnement (cf. points de contrôle n°3, 4 et 5);
- de respecter l'article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2015 relatif aux dispositions constructives du bassin de stockage des eaux pluviales de ruissellement internes au site (cf. point de contrôle n°8).

Par ailleurs, des actions correctives sont attendues de l'exploitant concernant :

- La fréquence d'analyse du niveau statique des quatre piézomètres présents sur le site (cf. point de contrôle n°6) ;
- L'analyse trimestrielle des 16 HPA et des BTEX pour la surveillance des eaux souterraines (cf. point de contrôle n°6) ;
- La fréquence d'analyse des eaux pluviales de ruissellement (cf. point de contrôle n°7) ;
- La transmission sur l'application GIDAF aux fréquences requises des différents paramètres de suivi des eaux souterraines et des eaux pluviales de ruissellement (cf. point de contrôle n°9).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Inventaire des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare à l'inspection des installations classées ne pas avoir réalisé d'exercice incendie majeur sur le site et ne pas avoir subi d'incident majeur.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection des installations classées n'utiliser, ne produire et ne traiter sur le site aucune substance PFAS.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Télédéclaration des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. [...] Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. Le précédent alinéa n'est pas applicable pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3 et pour les analyses des substances mentionnées au 3° de l'article 3.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p> <p>II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. [...]</p> <p>III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 6 janvier 2026, l'inspection des installations classées a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation de trois campagnes de prélèvement et d'analyse des 28 PFAS et de l'AOF de février à avril 2024 sur l'unique point de rejet de l'établissement (bassin de recueil des eaux pluviales résiduelles) ; le respect des limites de quantification pour chacun des paramètres analysés ; que les trois échantillons ont été prélevés par la société GKF Environnement, qui est un organisme de prélèvement accrédité pour les prélèvements sur la matrice eaux résiduelles ; que les analyses ont été réalisées par la société Aspect Environnement, qui dispose des

agréments adéquats pour l'analyse des 20 PFAS obligatoires cités à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;

- que l'échantillon prélevé n'est pas asservi au débit ou au temps sur une durée de 24 heures (prélèvement ponctuel) ;
- l'absence de validation des résultats des analyses PFAS sur l'application GIDAF pour les trois campagnes d'analyse, ce qui ne permet pas de considérer comme effective la transmission des résultats à l'inspection.

L'exploitant précise que les trois échantillons prélevés de février à avril 2024 sont représentatifs du fonctionnement normal de l'installation.

Suite à l'inspection, l'exploitant a validé et transmis les résultats des trois campagnes d'analyse PFAS sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rubrique IED principale

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/05/2013, article R.515-84

Thème(s) : Situation administrative, IED

Prescription contrôlée :

"Sans préjudice de l'article R. 513-1, l'exploitant d'une installation visée aux articles R. 515-81 et R. 515-82 fait parvenir au préfet, dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du décret n° 2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), les deux propositions prévues au II de l'article R. 515-59".

II de l'article R.515-59 du code de l'environnement :

"Une proposition motivée de rubrique principale choisie parmi les rubriques 3000 à 3999 qui concernent les installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 et de conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale".

Constats :

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral n°2008-DDE/SAH-033 du 26 juin 2008 modifié. Les activités autorisées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont définies à l'article 1er de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-DCAT/BEPE-150 du 1er septembre 2020 :

- 2760-2-b : installations de stockage de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720, pour un volume de stockage total de 987 450 m3 et une quantité maximale annuelle autorisée de 34 180 tonnes ;
- 2760-3 : installation de stockage de déchets inertes, pour un volume de stockage total de 975 600 m3 et une quantité maximale annuelle autorisée de 60 000 tonnes.

Le décret n°2013-375 du 2 mai 2013 modifié a introduit la rubrique 3540 dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3.

Vu les activités exercées sur le site (notamment la rubrique 2760-2-b), l'installation est classée au titre de la rubrique 3540-1 de la nomenclature ICPE : installations de stockage de déchets d'une

capacité totale supérieure à 25 000 tonnes. Par conséquent, l'exploitant exerce des activités visées par la directive IED. Par courrier du 15 avril 2024, la préfecture a transmis à l'exploitant une demande de positionnement motivée de la rubrique IED principale retenue pour l'installation, conformément aux dispositions de l'article R.515-84 du code de l'environnement, sans réponse à ce jour. L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article R.515-84 du code de l'environnement sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71 (partiel) et R.515-72
Thème(s) : Risques chroniques, IED - MTD
Prescription contrôlée : <u>Article R.515-71 (partiel) du code de l'environnement :</u> I. - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois. [...] <u>Article R.515-72 du code de l'environnement :</u> Le dossier de réexamen comporte : 1° Des éléments d'actualisation du dossier de demande d'autorisation portant sur les meilleures techniques disponibles, prévus au 1° du I de l'article R. 515-59, accompagnés, le cas échéant, de l'évaluation prévue au I de l'article R. 515-68 ; 2° L'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70 ; 3° A la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables et les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles.
Constats : Les exploitants d'installations IED visées à la rubrique 3540 doivent satisfaire à la directive IED, et donc mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets décrites dans le BREF relatif au traitement de déchets (WT). Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relatives à ce BREF ont été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018. Les conclusions du BREF WT ne sont néanmoins pas applicables aux installations de stockage de déchets non dangereux. Aussi, il a été admis pour la région Grand-Est que la conformité à l'arrêté

ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux constituerait le socle minimum pour le respect des conclusions sur les MTD du BREF WT. La date limite pour la remise des dossiers de réexamen était fixée au 17 août 2022.

L'exploitant n'ayant pas remis de dossier de réexamen, il lui a été demandé par courrier du 15 avril 2024 de fournir au plus tard au 30 avril 2024 un positionnement sur la conformité de l'installation vis-à-vis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 dans sa version modifiée du 7 octobre 2023 ainsi que l'avis de l'exploitant prévu au 2° de l'article R.515-72 du code de l'environnement (sur les trois situations mentionnées au III de l'article R.515-70 du code de l'environnement).

Par courriel du 4 juin 2024, l'exploitant a indiqué à la préfecture de la Moselle avoir passé commande auprès du bureau d'études CAE Environnement et Sécurité pour la réalisation du dossier de réexamen.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le bon de commande du 19 avril 2024 passé auprès de la société CAE Environnement et Sécurité pour la réalisation du dossier de réexamen. L'exploitant a néanmoins indiqué ne pas avoir reçu le dossier. Le bureau d'étude, contacté lors de la visite, a indiqué avoir déposé le dossier de réexamen à la préfecture de la Moselle par courriel en 2024. La préfecture, contactée suite à la visite d'inspection, a indiqué à l'inspection ne pas avoir reçu un tel document.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sous trois mois de respecter l'article R.515-71 (partiel) du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/06/2024, article R. 515-59 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, IED

Prescription contrôlée :

"La demande d'autorisation ou les pièces qui y sont jointes en application de l'article R. 181-13 comportent également :

[...]

3° Le rapport de base mentionné à l'article L. 515-30 lorsque l'activité implique l'utilisation, la production ou le rejet de substances ou de mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, et un risque de contamination du sol et des eaux souterraines sur le site de l'exploitation.

Ce rapport contient les informations nécessaires pour comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines avec l'état du site d'exploitation lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation.

Il comprend au minimum :

a) Des informations relatives à l'utilisation actuelle et, si elles existent, aux utilisations précédentes du site ;

b) Les informations disponibles sur les mesures de pollution du sol et des eaux souterraines à l'époque de l'établissement du rapport ou, à défaut, de nouvelles mesures de cette pollution eu égard à l'éventualité d'une telle pollution par les substances ou mélanges mentionnés au premier alinéa du présent 3°.

Un arrêté du ministre chargé des installations classées précise les conditions d'application du présent 3° et le contenu de ce rapport.
[...]"

Constats :

Par courrier du 15 avril 2024, la préfecture demande à l'exploitant de transmettre, en complément du dossier de réexamen, un rapport de base attendu pour le 30 avril 2024. Par courriel du 4 juin 2024, l'exploitant a indiqué à la préfecture de la Moselle avoir passé commande auprès du bureau d'études CAE Environnement et Sécurité pour la réalisation du rapport de base.

Le rapport de base a vocation à permettre de comparer l'état de pollution du sol et des eaux souterraines au moment de son élaboration avec l'état du site lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation. Dans le cas des installations de stockage de déchets non dangereux, le guide établi par la DGPR (<https://aida.ineris.fr/guides/ied>) en octobre 2014 précise que les rejets (lixiviation, émissions, ...) de ces installations peuvent contenir des substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés dans le règlement CLP.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué ne pas avoir reçu le dossier. Le bureau d'étude, contacté lors de la visite, a indiqué avoir déposé le rapport de base à la préfecture de la Moselle par courriel en 2024. La préfecture, contactée suite à la visite d'inspection, a indiqué à l'inspection ne pas avoir reçu un tel document.

L'inspection rappelle que la réalisation de prélèvements dans les sols pour la constitution du rapport de base n'est pas nécessaire au droit des casiers. Le rapport de base comprendra plutôt des informations sur l'utilisation actuelle et passée du site, ainsi que des informations sur l'état de pollution des eaux souterraines. Ces dernières seront constituées des prélèvements réalisés dans le cadre du suivi réglementaire des eaux souterraines.

L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article R. 515-59 (partiel) du code de l'environnement, dans un délai de trois mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.5.1 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses et déclarations

Prescription contrôlée :

Un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines est mis en œuvre au niveau des piézomètres PZ1 (amont), PZ2, PZ3, PZ4 selon les modalités définies ci-dessous. [...]
[...]

Lors de l'analyse de référence, puis au moins trimestriellement (en période de hautes et basses eaux), pendant la phase d'exploitation et la période de suivi, l'exploitant surveille les eaux souterraines au niveau des piézomètres susmentionnés pour les paramètres suivants :
[Tableau non reproduit]

Le niveau statique dans chaque piézomètre (en NGF) est relevé mensuellement et à chaque prélèvement.

L'ensemble des contrôles mentionnés dans le présent chapitre sont réalisés par un organisme accrédité ou agréé par le Ministère chargé de l'Inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.

Constats :

L'inspection constate à l'aide des données d'autosurveillance enregistrées sur l'application GIDAF :

- que le niveau statique est mesuré à une fréquence trimestrielle sur les quatre piézomètres, alors qu'une analyse mensuelle est requise ;
- que les analyses trimestrielles des 16 HPA et des BTEX ne sont pas réalisées pour les quatre piézomètres.

L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection les rapports de surveillance trimestriels des eaux souterraines pour l'année 2025.

Le bureau d'étude GKF Environnement accrédité pour la réalisation de prélèvements collecte les échantillons et le laboratoire Eurofins agréé par le Ministère pour les paramètres considérés les analyse.

La société GKF Environnement contactée lors de la visite a confirmé que le niveau statique de chaque piézomètre n'est relevé qu'à une fréquence trimestrielle et que les analyses des paramètres 16 HPA et BTEX ne sont pas réalisées. Par courriel du 7 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection la proposition technique et commerciale de la société GKF Environnement pour la réalisation d'analyses des eaux souterraines pour l'année 2026. Les paramètres manquants ont été ajoutés et les fréquences de relèvement du niveau statique pour chacun des paramètres ont été modifiées (périodicité mensuelle retenue).

Par courriel du 23 janvier 2026 l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande du 20 janvier 2026 correspondant à la proposition technique présentée par courriel du 7 janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que l'exploitant a apporté un justificatif recevable de la modification du suivi des campagnes d'eaux souterraines, en y intégrant à compter du mois de janvier 2026 :

- le relevé statique de chaque piézomètre à une fréquence mensuelle ;
- les analyses des paramètres BTEX et des 16 HPA à une fréquence trimestrielle pour chaque piézomètre,

l'inspection ne propose pas de suite administrative dans l'immédiat. Il est demandé à l'exploitant de compléter sous un mois le logiciel de télédéclaration des résultats (GIDAF) avec l'ensemble des mesures attendues pour les eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux pluviales de ruissellement - Bassin de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.3.3.1 (partiel) et 3.7.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Analyses et transmission
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.3.3.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-165 du 20 mai 2015 modifié :</u> "L'auto surveillance des rejets des eaux de ruissellement internes doit être réalisée tous les mois sur l'ensemble des paramètres définis à l'Article 3.7.3 du présent arrêté. La fréquence des contrôles démarre à compter de la notification du présent arrêté".</p> <p><u>Article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-165 du 20 mai 2015 modifié :</u> "[...] L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux de ruissellement interne dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration suivantes : [Tableau non reproduit]".</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite d'inspection les rapports de surveillance des eaux pluviales de ruissellement contenues dans le bassin de stockage des eaux pluviales pour l'année 2025. L'inspection note :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que la fréquence d'analyse n'est pas suffisante (trimestrielle réalisée contre mensuelle prescrite) ; • que les valeurs limites d'émission sont respectées pour chacun des paramètres analysés pour l'ensemble des campagnes d'analyse. <p>Par courriel du 7 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection la proposition technique et commerciale de la société GKF Environnement pour la réalisation d'analyses des eaux pluviales du bassin pour l'année 2026. La fréquence d'analyse des eaux pluviales a été modifiée (mensuelle retenue). Par courriel du 23 janvier 2026 l'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande du 20 janvier 2026 correspondant à la proposition technique présentée par courriel du 7 janvier 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Considérant que l'exploitant a apporté un justificatif recevable de la modification du suivi des campagnes d'eaux pluviales de ruissellement transitant par le bassin de stockage, en y intégrant à compter du mois de janvier 2026 les analyses des paramètres cités à l'article 3.7.3 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-165 du 20 mai 2015 à une fréquence mensuelle, l'inspection ne propose pas de suite administrative dans l'immédiat. Il est demandé à l'exploitant de compléter sous un mois le logiciel de télédéclaration des résultats (GIDAF) avec l'ensemble des mesures attendues pour les eaux pluviales.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Dispositions constructives - Bassin de recueil eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 3.7.3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : <p>"Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches[...]. A ce titre, le site est ceinturé de fossés des eaux de ruissellement internes dimensionnés pour assurer la collecte exhaustive de ces eaux et raccordés à ce bassin [...]. Les eaux collectées seront rejetées dans le fossé longeant la route départementale n° 28 située au Nord du site. [...]"</p>
Constats : <p>L'inspection a constaté lors de la visite d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le casier actuellement en exploitation est équipé de dispositifs permettant de recueillir les lixiviats générés par le dépôt de déchets. Les lixiviats produits sont stockés dans une cuve étanche dans l'attente de leur élimination par une société de traitement spécialisée ; • que seul le casier actuellement en exploitation est ceinturé de fossés reliés à un bassin de stockage étanche pour le ruissellement des eaux pluviales non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets ; • que les eaux collectées dans le bassin de stockage des eaux pluviales ne sont pas rejetées dans le fossé longeant la route départementale n° 28 située au Nord du site, mais dans une canalisation enterrée traversant le site du nord vers le sud et se rejetant au sud dans un fossé ; • que les eaux collectées dans le bassin de stockage ne se rejettent dans la canalisation enterrée qu'en cas d'atteinte du trop plein du bassin ; • que le site est ceinturé d'un fossé longeant la RD 28. Les eaux pluviales de la partie nord du site ainsi que les eaux pluviales de la RD 28 transitent par ce fossé puis passent par la canalisation enterrée traversant le site du nord vers le sud et se rejetant au sud dans un fossé. <p>Les dispositions constructives du bassin de stockage des eaux pluviales de ruissellement internes au site ne répondent pas à la prescription contrôlée supra. L'inspection propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant sous 6 mois de respecter les dispositions de l'article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-165 du 20 mai 2015 susmentionné.</p> <p>Si l'exploitant estime que la prescription est inadaptée, celui-ci a la possibilité de demander la modification de l'arrêté préfectoral susvisé via un porter à connaissance à la préfecture de la Moselle en apportant tous les éléments d'appréciation nécessaires permettant de statuer sur la modification de la prescription, conformément à l'article R.181-45 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Transmission des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2015, article 7.6.2.1 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, GIDAF
Prescription contrôlée :

"[...] l'exploitant fait parvenir trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées un rapport de synthèse relatif aux résultats du trimestre précédent des mesures et analyses imposées par le présent arrêté (et ses éventuels arrêtés complémentaires). Ce document est adressé à l'Inspection des Installations Classées dans les trois mois suivant le trimestre (par exemple transmission en juin du document relatif au 1^{er} trimestre).
Ce rapport reprend les éléments suivants :

- un récapitulatif des contrôles analytiques effectués sur le site ;
- les résultats commentés et interprétés des mesures prévues par le présent arrêté accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées [...]"

Article 1er de l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement :

"Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet".

Constats :

L'inspection constate, par le biais de l'application GIDAF :

- que le niveau statique est transmis à une fréquence trimestrielle sur les quatre piézomètres, alors qu'une analyse mensuelle est requise ;
- l'absence de validation des résultats des analyses des eaux souterraines pour l'ensemble des campagnes d'analyse, ce qui ne permet pas de considérer comme effective la transmission des résultats à l'inspection. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a validé et transmis les résultats de l'ensemble des campagnes d'analyse des eaux souterraines sur l'application GIDAF.
- l'absence de transmission des résultats d'analyse des eaux pluviales de ruissellement à la sortie du bassin de confinement, vu l'absence de cadre de surveillance adéquat dans l'application. L'inspection a créé le cadre de surveillance pour le suivi des eaux pluviales de ruissellement suite à la visite. Celui-ci est effectif depuis le 1er janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant dans un délai d'un mois de transmettre les résultats mensuels des analyses des eaux pluviales de ruissellement ainsi que le niveau statique de chaque piézomètre à la fréquence requise sur l'application GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois